

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
GRENOBLE**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 1805446

Société GRENODENT

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Danièle Paquet
Juge des référés

Le tribunal administratif de Grenoble,

La juge des référés,

Ordonnance du 22 février 2019

C

Vu la procédure suivante :

Par une requête, enregistrée le 27 août 2018, la société Grenodent, représentée par la société AARPI SPHERE AVOCATS, demande au juge des référés de prescrire, sur le fondement de l'article R. 532-1 du code de justice administrative, au contradictoire de Grenoble-Alpes Métropole, une expertise en vue de déterminer l'origine et l'étendue des désordres survenus au sein du parking de l'ensemble immobilier dénommé « le Trident » à Grenoble dont elle est propriétaire.

La société Grenodent fait valoir que :

- un audit réalisé fin 2017 a mis en évidence des traces importantes d'infiltrations d'eau au niveau R-1 du parking de l'immeuble provenant d'un défaut d'étanchéité entre la dalle du plancher haut R-1 et la voirie piétonne publique au niveau supérieur ;
- ces infiltrations d'eau de ruissellement occasionnent des risques en termes de sécurité pour les usagers du parking et résulte vraisemblablement d'un défaut d'entretien de la dalle, soit la voie piétonne, dont l'entretien incombait, dans le cadre d'une concession d'aménagement, à la Société d'Aménagement du Département de l'Isère (SADI) ; toutefois, la portion de dalle concernée dans le présent litige a été rétrocédée à la commune de Grenoble qui s'est trouvée substituée à la SADI ; or, la Métropole de Grenoble étant désormais compétente en matière de voirie, elle se substitue à la commune de Grenoble ;
- à défaut de réponse de la Métropole de Grenoble à ses sollicitations, elle n'a d'autre choix que de saisir le juge des référés afin qu'il puisse déterminer l'origine et l'étendue des désordres avant une mise en cause de la responsabilité de l'autorité administrative.

La requête et les pièces qui lui sont annexées ont été communiquées le 20 septembre 2018 à Grenoble-Alpes Métropole qui n'a pas produit d'observations en défense.

Vu :

- les autres pièces du dossier.

Vu :

- la décision par laquelle le président du tribunal a désigné Mme Paquet pour statuer sur les demandes de référé ;
- le code de justice administrative.

Considérant ce qui suit :

Sur la demande d'expertise :

1. Aux termes de l'article R.532-1 du code de justice administrative : « *Le juge des référés peut, sur simple requête et même en l'absence de décision administrative préalable, prescrire toutes mesures utiles d'expertise ou d'instruction. Il peut notamment charger un expert de procéder, lors de l'exécution de travaux publics, à toutes constatations relatives à l'état des immeubles susceptibles d'être affectés par des dommages ainsi qu'aux causes et à l'étendue des dommages qui surviendraient effectivement pendant la durée de sa mission (...)* ».

2. L'utilité d'une mesure d'instruction ou d'expertise qu'il est demandé au juge des référés du tribunal administratif d'ordonner sur le fondement des dispositions précitées doit être appréciée, bien qu'il ne soit pas saisi du principal, dans la perspective d'un litige principal, actuel ou éventuel, auquel elle se rattache.

3. La demande d'expertise sollicitée par la société Grenodent répond aux conditions énoncées par les dispositions de l'article R. 532-1 du code de justice administrative. Par suite, il y a lieu de faire droit à cette demande, comme il est dit à l'article 1^{er} de la présente ordonnance.

O R D O N N E

Article 1^{er} : M. Jean-François Benoît est désigné en qualité d'expert pour procéder à toutes constatations utiles relatives au parking de l'ensemble immobilier dénommé « le Trident » situé à Grenoble appartenant à la société Grenodent :

L'expert aura notamment pour mission de :

- 1- se rendre sur les lieux, entendre les parties et tous sachant, prendre connaissance de tous documents utiles à la bonne compréhension du litige ;
- 2- vérifier la réalité des désordres allégués par la société Grenodent survenus au sein du parking de son ensemble immobilier « le Trident », les décrire précisément ;
- 3- fournir tous les éléments techniques et de fait permettant de se prononcer sur la ou les causes qui sont à l'origine de ces désordres ;
- 3- en cas de pluralité de causes, formuler un avis sur le point de savoir dans quelles proportions les désordres peuvent être imputés à telle ou telle cause, en justifiant ses propositions ;

4- décrire les travaux propres à remédier définitivement aux désordres et à remettre l'ouvrage en l'état, en évaluer le coût et la durée, en précisant s'il y a lieu d'appliquer un coefficient de vétusté ;

5- d'une manière générale, fournir tous les éléments techniques et de fait de nature à permettre au tribunal de déterminer les responsabilités encourues et d'évaluer les préjudices de toute nature pouvant présenter un lien avec les désordres

Article 2 : Les opérations de l'expertise auront lieu contradictoirement en présence la société Grenodent et Grenoble-Alpes Métropole.

Article 3 : Les opérations de l'expertise devront être faites sans apprécier les droits respectifs des parties, la recevabilité ou le mérite de leurs prétentions, ces questions appartenant au fond du litige. Elles se dérouleront conformément aux dispositions prévues par les articles R.621-2 à R.621-14 du code de justice administrative.

Article 4 : Il est donné mission à l'expert de concilier les parties si faire se peut à l'issue de ses opérations d'expertise.

Article 5 : En application de l'article R. 621-9 du code de justice administrative, l'expert déposera son rapport au greffe du tribunal en deux exemplaires avant le 31 juillet 2019. Il notifiera copie de son rapport à chacune des parties intéressées et, avec l'accord de celles-ci, utilisera à cette fin, dans la mesure du possible, des moyens électroniques.

Article 6 : La présente ordonnance sera notifiée à la société Grenodent, à Grenoble-Alpes Métropole et à M. Jean-François Benoît, expert.

Fait à Grenoble, le 22 février 2019.

La juge des référés,

D. Paquet

La République mande et ordonne au préfet de l'Isère, en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.